

Rapport Oxfam: un monde toujours plus inégalitaire

PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 22 JANVIER 2018



© Oxfam

Les inégalités ont atteint un niveau sans équivalent, selon le dernier rapport d'Oxfam : 82 % des richesses créées l'an dernier dans le monde ont été captées par 1 % des plus riches. Loin d'être des créateurs, ces milliardaires sont d'abord des héritiers, ou des personnes en situation de captation des rentes monopolistiques à leur profit. Avec la complicité des États.

Quels arguments les maîtres du monde, réunis à Davos cette semaine, vont-ils employer cette année pour justifier l'injustifiable ? Que la position des plus fortunés est en regard de leur immense talent ? Que les revenus sans équivalents – le salaire des dirigeants des grandes entreprises représente entre 150 et 400 fois le salaire moyen – sont mérités parce qu'ils « *le valent bien* » ? Que les inégalités sont un mal nécessaire et temporaire, comparé à l'immense bénéfice apporté à tous par la croissance mondiale ? Mais peut-être préféreront-ils adopter un silence prudent, dans l'espoir d'enterrer au plus vite les données accablantes mises en lumière par **le nouveau rapport de l'ONG Oxfam sur les inégalités**, publié le 22 janvier ?

Chaque année, l'ONG Oxfam publie, **juste avant cette rencontre annuelle des puissants de ce monde**, un rapport d'étape sur les inégalités en forme de rappel indispensable sur le réel état du monde, venant en contrepoint des discours lénifiants du succès indépassable du capitalisme financier mondialisé. Chaque année, le constat est toujours plus accablant. Mais ce rapport de 2017 est encore plus insupportable

que les précédents. La concentration des richesses entre quelques mains, le creusement des inégalités entre le 1 % voire le 0,1 % des plus riches et les 99 % restants de la population mondiale ont pris l'an dernier des proportions jamais atteintes.

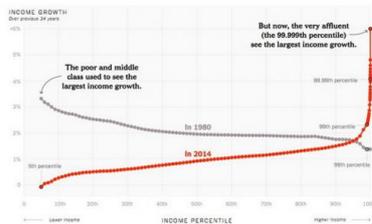
L'emballlement qu'a connu la captation de la richesse mondiale par quelques-uns, à la faveur d'une financiarisation mondialisée hors de tout contrôle et à leur seul profit, est sans équivalent. Les chiffres donnés par Oxfam méritent tous d'être cités, afin de prendre la mesure de ce dérèglement. En 2017, la fortune des milliardaires s'est accrue de 721 milliards de dollars. 82 % de la croissance mondiale créée l'an dernier a profité au 1 % des plus riches. Le nombre de milliardaires a connu sa plus forte hausse de l'histoire : un milliardaire nouveau apparaît tous les deux jours. Ils sont désormais 2 043 dans le monde – neuf sur dix sont des hommes – à posséder des fortunes évaluées en milliards voire en dizaines de milliards. 42 personnes détiennent à elles seules plus que 3,7 milliards d'habitants de la planète, représentant la moitié de la population.



© Oxfam

Les travaux d'économistes ne laissent plus de doute sur l'origine de cette immense prédation par les plus riches : tous pointent la grande rupture à la fin des années 1970, lors de la mise en œuvre politique, engagée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, des préceptes néolibéraux. Une lutte des classes, qui ne dit pas son nom, du capital contre le travail, favorisée encore par la financiarisation et la mondialisation, a été engagée. Pan par pan, toutes les protections, tous les pouvoirs de négociation des salariés ont été abattus, en commençant par dénigrer les principes mêmes sur

lesquels ils reposaient. Syndicats, protection sociale, droit du travail, hausse des salaires, contrat de travail, salaire minimum... tout a été démaillé avec méthode.



Un enrichissement sans précédent des 0,01% les plus riches © New York Times

Tout le monde a été perdant, sauf les plus fortunés. La formidable croissance – au moins en termes de PIB – qu’a connue le monde, en dépit des crises successives, au cours des trois dernières décennies, a été captée par les plus riches. « *Les 1 % les plus riches se sont emparés de 27 % de l’augmentation totale des revenus dans le monde entre 1980 et 2016. Dans le même temps, les 50 % les plus pauvres n’ont profité que de 12 % de cette croissance* », rappelle le rapport d’Oxfam, en citant les chiffres établis par la base de données mondiales sur les patrimoines et les revenus (Wid).

Loin d’apporter un début de correction ou de marquer au moins un coup d’arrêt, la crise financière de 2008 a au contraire accéléré le phénomène : quelque 6 000 milliards de dollars ont été créés par les banques centrales pour tenter d’éviter l’effondrement du système. Les plus riches se sont accaparé l’essentiel. « *Entre 2006 et 2015, les travailleurs et les travailleuses ordinaires ont vu leurs revenus augmenter de 2 % en moyenne par an, tandis que la fortune des milliardaires a elle augmenté de 13 % par an, presque six fois plus vite* », rappelle Oxfam.

Les moyennes ne donnent qu’une vision parcellaire de l’accélération sans précédent du creusement des inégalités dans le monde. Dans les pays occidentaux, les classes moyennes, mises en concurrence avec les travailleurs du monde entier, ont été les grandes perdantes de cette dérégulation sans limite. Désormais, les trois premières fortunes possèdent autant que les 160 millions d’Américains les plus pauvres.

Mais l’Europe n’est pas plus épargnée. Précarité, chômage, travail partiel sont devenus le lot commun de nombre d’Européens. Partout, le



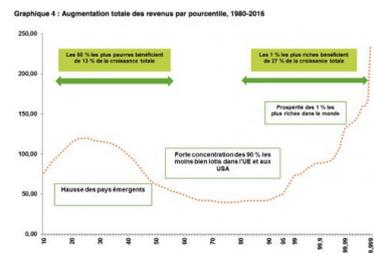
© Oxfam

« modèle social » est taillé en pièce, les inégalités se creusent.

Le rapport d’Oxfam consacre notamment quelques pages sur la situation en France. Les chiffres donnent un éclairage très éloigné d’un « enfer pour les plus riches », comme le dénoncent à intervalles réguliers le monde patronal et ses économistes apparentés. En France, la fortune des dix plus riches a été multipliée par 12 en 20 ans. Dans le même temps, plus de 1,2 million de personnes nouvelles tombaient dans la grande pauvreté. 28 % des richesses créées l’an dernier ont profité aux 1 % les plus riches alors que les 50 % les plus pauvres ne se sont partagé que 5 % de cette croissance.

Les entreprises françaises versent les dividendes les plus élevés d’Europe (44 milliards d’euros en 2017) : ils ont été multipliés par trois en quinze ans. Les patrons de nos « champions nationaux » n’ont plus rien à envier à leurs homologues étrangers : en moins d’une journée, le PDG de Sanofi, Olivier Brandicourt, gagne autant que le revenu moyen annuel des Français. (voir notre article **l’imposture du financement de l’économie**).

En parfaite connivence



© The World inequality Report 2018 / Oxfam

Dans le reste du monde, les inégalités elles aussi ne cessent de s’accroître, en dépit de l’effet statistique lié à la croissance chinoise, qui permet de dire que la

grande pauvreté a été divisée par deux en vingt ans. En Indonésie, les quatre premières grandes fortunes du pays possèdent plus que les 100 millions de personnes les plus pauvres. Au Brésil, il faut dix-neuf ans de salaire minimum pour toucher le revenu mensuel des plus grandes fortunes. Au Mexique, le coefficient de Gini qui sert d'indicateur pour mesurer les inégalités (plus il s'approche de 1, plus les inégalités sont grandes), passant de 0,42 à 0,62 après révision. S'il fallait donner une image des inégalités dans le monde, celle-ci se rapproche de plus en plus de celle de l'Afrique du Sud, qui figure parmi les pays les plus inégalitaires du monde, dit en substance Oxfam

À chaque fois, on retrouve les mêmes éléments constitutifs. La précarité et la grande pauvreté touchent d'abord les travailleurs les moins formés utilisés comme main-d'œuvre jetable par les multinationales. Mais là encore, les inégalités se déclinent en sous-groupes, toujours plus malmenés : les femmes sont toujours les plus mal payées et parfois non payées. « *Elles ont réalisé l'équivalent de 10 000 milliards de dollars de travail de soin non rémunéré en soutien à l'économie globale* », rappelle Oxfam. Et tout en bas de l'échelle, il y a les enfants. Car loin de disparaître, le travail des enfants prospère dans ce monde devenu globalisé.

Depuis plusieurs années, les dirigeants ont abandonné la théorie de la « mondialisation heureuse », tant les faits avaient du mal à correspondre aux mots. **Ils ont renoncé aussi à celle du ruissellement**, avancée par les néolibéraux, pour justifier la concentration extrême des richesses entre quelques mains. Il n'y a plus que le gouvernement français pour soutenir que l'extrême concentration des richesses dans si peu de mains, et tous les cadeaux qui leur sont consentis, va retomber en pluie fine sur tous.

À défaut, les maîtres du monde avancent désormais une autre justification : les inégalités seraient le fruit des ruptures technologiques, de la mondialisation dont ont su profiter les plus talentueux, ceux qui osent prendre des risques. Bref, le monde connaîtrait cette « destruction créatrice » chère à Schumpeter, nécessaire pour aller vers le progrès.

L'ennui est que cette théorie là non plus ne résiste pas à l'épreuve des faits, insiste le rapport Oxfam dans un rappel salutaire de récents travaux économiques. Les Mark Zuckerberg (Facebook), Jeff Bezos (Amazon), Bill Gates (Microsoft) ne sont que les alibis d'une réalité beaucoup moins avouable. Les grandes fortunes sont d'abord le fruit de l'héritage, des monopoles, des avantages obtenus des relations avec les gouvernements. « *Environ un tiers de la fortune des milliardaires provient d'héritages. Au cours des vingt prochaines années, 500 personnes transmettront plus de 2 400 milliards de dollars à leurs héritiers, soit plus que le PIB de l'Inde, pays qui compte 1,3 milliard d'habitants* », note le rapport.

À la faveur de la dérégulation et des privatisations, des monopoles privés gigantesques se sont constitués dans les pays. Sixième fortune du monde, Carlos Slim déploie ainsi un monopole quasi parfait sur l'ensemble des moyens de communication du Mexique (téléphonie fixe, mobile, Internet). Mais des monopoles ou des oligopoles mondiaux se sont créés aussi que ce soit dans tout le monde internet et des nouvelles technologies de communication, ou dans le monde pharmaceutique ou agricole, notamment.

Tout cela s'est fait avec la pleine connaissance, voire avec la parfaite connivence des gouvernements en place. Tout en prônant la libre concurrence, ceux-ci n'ont jamais pensé à appliquer ne serait-ce que les lois existantes visant à sanctionner les monopoles. Au contraire, ils participent à renforcer les pouvoirs réglementaires et discrétionnaires permettant aux plus riches d'accélérer leur captation de la rente, d'accroître encore les rentes indues qu'ils extraient de ces positions exorbitantes. Droit sur les brevets, sur la propriété intellectuelle, brevetage du vivant, priorité du contrat sur la loi, effacement de l'intérêt général, tribunaux d'arbitrage placés au-dessus de la justice des États, secret des affaires... Tout a été mis en place pour conforter à tous les niveaux le pouvoir et la capacité d'extraction des richesses en faveur des plus riches.

Ce sont ces mêmes grandes fortunes, qui tout exigeant la mise à la disposition des appareils étatiques à leur profit et l'abandon des politiques publiques, ont

édifié l'évasion fiscale en industrie. Quelque 7 600 milliards de dollars sont dissimulés par les grandes fortunes dans les paradis fiscaux, selon des estimations établies après les révélations des différents Luxleaks, Panama Papers, Paradise Papers. « Une nouvelle étude menée par l'économiste Gabriel Zucman révèle que le montant de l'évasion fiscale des 1 % les plus riches atteint 200 milliards de dollars par an. Pour les pays en développement, le manque à gagner fiscal auprès des grandes fortunes et des grandes entreprises est d'au moins 170 milliards de dollars chaque année », souligne le rapport

Au-delà de quelque indignation de circonstance, rien n'est fait au niveau des gouvernements pour s'attaquer à ces fraudes fiscales massives, qui ruinent les capacités d'intervention des États. L'abandon des politiques publiques en faveur de la redistribution, d'un meilleur partage des richesses, des services

publics est pourtant au cœur des mécanismes inégalitaires, **comme insistait un rapport sur les inégalités réalisé par une centaine d'économistes.**

Promoteurs de ces dérégulations sans frein pendant des décennies, la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE se sont engagées dans une marche arrière inattendue : ces institutions estiment aujourd'hui que les inégalités sont devenues le problème numéro un de l'économie mondiale. Des politiques de redistribution, d'éducation doivent être, selon elles, mises en œuvre afin de lutter contre un malaise social et politique grandissant, à terme menaçant.

Ces avertissements restent sans effet. **Les politiques engagées par Donald Trump** aux États-Unis ou Emmanuel Macron en France indiquent même une pente inverse : la concurrence entre les pays sur le moins-disant fiscal, l'appauvrissement des finances publiques, l'impunité accordée pour les fraudeurs est relancée. Moins que jamais, la lutte contre les inégalités est une priorité. Tout doit aller aux riches.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.